



Compte rendu de la réunion du comité d'entreprise Du 23/09/2009.

Dès l'ouverture de la séance, Monsieur Duval chef du service du personnel, annonce les effectifs Renault et intérimaires, qui donnent :

RENAULT
5277 CDI + 18 CDD dont 568 femmes

Intérimaires
604 dont 117 femmes

Rappel des effectifs du mois d'Août 2009

5370 CDI + 13 CDD dont 577 femmes

488 dont 97 femmes

Répartition des intérimaires par bâtiment et service.

Département	Intérimaires Septembre 2009	Intérimaires Août 2009
Emboutissage	56	54
Tôlerie	108	75
Peinture	33	28
Montage	311	251
Logistique	92	73
SRH	4	7
Total	604	488

Une petite remarque sur les effectifs, si nous prenons les départs CDI depuis Juin qui sont au nombre de 135 et l'embauche d'intérimaires qui est de 137, cherchez l'erreur ? N'y aurait-il pas un effet de vases communicants ?

Le nombre de détachés vers d'autres usines est de 13, 76 travailleurs viennent d'autres sites du groupe, 62 de STA. Pour le mois d'octobre 100 APR volontaires de l'usine de Cléon seront détachés dans notre Site.

Ensuite, Mr Olive nous annonce les journées de chômage pour le mois d'octobre ce qui parait en total contradiction avec les annonces faites lors du CE du mois d'Août. Ceci étant, 7 journées sont programmées au titre du chômage partiel les 16 et 23 et toute la semaine 44 c'est-à-dire du 26 au 30 octobre. Pour le mois de novembre les 2 et 3 sont d'ores et déjà annoncés.

Au département emboutissage, le même traitement leur sera imposé étant donné que Monsieur Olive prendra lui même les décisions concernant ce bâtiment.

Question CGT :

Y aura-t-il une réorganisation ou modification du DLI au petit emboutit ?

Réponse de la direction :

Nous faisons des comparatifs par rapport à d'autres sites. Certains ont déjà intégré ce service à la production tout ou partiellement. Nous examinons toutes les options et choisirons la plus adaptée à l'évolution de notre process.

Par ailleurs, lorsque nous aurons statué sur cette question, nous en discuterons dans cette instance.

Commentaire CGT :

Ce que Monsieur Olive nous présente n'est pas nouveau, puisque le cas existe déjà en tôlerie à savoir, l'intégration à la fabrication de la manutention et de la qualité, ce qui ne va pas sans créer une certaine ambiguïté où les métiers se confondent et où chacun est amené à faire de la production.

Question CGT :

Nous demandons la création d'une équipe supplémentaire de graisseur à l'emboutissage avec formation vu le manque d'effectifs et les débordements à outrance de l'équipe SD.

Réponse de la direction :

L'équipe de SD a récupéré le graissage et c'est très bien, il n'y a pas de manque d'effectifs ni d'heures de débordement.

Commentaire CGT :

Monsieur Olive feint de ne pas connaître le problème de sous effectif, d'autant que pour palier à celui-ci il fait venir l'équipe de SD toute la semaine et cela nous étonneraient qu'il ne soit pas informé.

Question CGT :

Suite à l'inspection au CHSCT N° 1 du 08/09/2009, le président Mr Talliaféri nous a annoncé, que les gammes de la 18 partiront ailleurs, si les objectifs de productivité n'étaient pas atteints ? Confirmez vous ?

Réponse de la direction :

A ce jour aucune gamme ne partira de Renault Douai.

Commentaire CGT :

L'affaire est louche, puisqu'il y a deux sons de cloches concernant ces gammes. L'un venant de Monsieur Talliaféri, (chef du département) l'autre de Monsieur Olive directeur de l'usine, lequel croire ? Pour le syndicat CGT Renault Douai nous resterons très vigilant, car comme dit le dicton, il n'y a pas de fumée sans feu.

Question CGT :

Ligne 17 la presse 170 est très défectueuse, que préconisez vous si elle tombe en panne ?

Réponse de la direction :

Dans un premier temps, un arbre est en cours de fabrication, il sera remplacé sur cette presse le moment venu, si il y a une panne ou une casse avant le remplacement, nous ferons comme d'habitude à savoir un transfert sur d'autres lignes ou un délestage vers différentes usines.

Question CGT :

Y aura-t-il une motorisation électrique fabriquée prochainement à Douai ?

Réponse de la direction :

Non au moment où je vous parle. Concernant le J95, il va y avoir des évolutions début 2011, elles concernent les motorisations essence et en 2012 les motorisations diesel. En résumé, elles porteront sur des améliorations en terme de pollutions.

Commentaire CGT :

Nous regrettons une fois de plus que l'usine Renault Douai ne soit plus usine pilote, notamment au niveau des nouvelles technologies comme la voiture électrique. C'est d'autant plus gênant que l'état va lancer des appels d'offres pour 50 000 véhicules électriques destinés aux administrations.

Le retard que nous prenons à ce niveau est très dangereux voire irresponsable pour le grand constructeur qu'est Renault.

Question CGT :

La maîtrise parle dans les ateliers sur un éventuel arrêt du flux B, confirmez vous ?

Réponse de la direction :

Le flux B reste en pleine cadence jusqu'à la fin de l'année 2009. Pour la suite, aucune décision n'a encore été prise.

Commentaire CGT :

Monsieur Olive n'a pas été à travers ses propos très rassurant, car si la décision était prise en 2010 d'arrêter le flux B, cela serait la traduction de difficultés graves et une mévente avérée.

Question CGT :

Suite au PRV, pourrions nous avoir la pyramide des âges comme nous vous l'avions déjà demandé Département par Département ?

Réponse de la direction :

C'est vrai, nous l'avions totalement oublié.

Question CGT :

Ne serait-il pas judicieux de la faire paraître systématiquement une fois par an ?

Réponse de la direction :

Oui, cela est possible

Commentaire CGT :

La direction semble tirer la jambe, on se demande pourquoi, d'autant que la pyramide des âges n'a rien de confidentiel, peut-être veut-elle garder cette information pour elle seule, ou alors, elle ne tient pas à faire apparaître notre usine comme étant celle qui détient le record en terme de personnel âgé....

Question CGT : Allez vous mettre un terme au contrat avec la société de nettoyage ISS ? Si oui, par qui sera reprise cette activité ?

Réponse de la direction :

Non leur contrat reste en l'état, on va même leur donner une prestation supplémentaire. (Changement journalier des serviettes essuie-mains).

Question CGT :

Quelle est l'origine des retouches concernant les véhicules stationnés sur le parc ?

Réponse de la direction :

Pour 90% des cas, cela concerne les feux « arrière » suite à un problème que nous avons rencontré avec Valéo, pour le reste ce sont les planches de bords fabriquées à Faurécia Hénin.

En conclusion

C'est incontestable, la direction est passée maître en matière de magouilles. Une fois, elle nous dit que le carnet de commandes est au-delà des prévisions et nous impose des samedis, une autre fois elle fait encore état de bonnes remontées commerciales, mais annonce dans la foulée des périodes de chômage partiel.

En réalité nous sommes face à deux cas de figure.

Soit la direction ment, afin d'user et abuser des fonds publics, pour notamment dégonfler les compteurs négatifs et ainsi faire bonne figure aux yeux de la justice, ou alors, elle tenterait de nous cacher un lancement de gamme pour le moins médiocre ce qui serait bien pire.

Il y a fort à parier qu'elle a également intérêt à entretenir la sinistreuse histoire de calmer à l'approche des NAO nos exigences en terme de pouvoir d'achat.

Par conséquent, ne nous laissons pas gagner par celle-ci en ripostant au plus tôt par le rapport de force.

Le 23/09/2009 Site internet : www.cgtrenaultdouai.com

☎ : 39591

Question CGT :

Y aura-t-il une motorisation électrique fabriquée prochainement à Douai ?

Réponse de la direction :

Non au moment où je vous parle. Concernant le J95, il va y avoir des évolutions début 2011, elles concernent les motorisations essence et en 2012 les motorisations diesel. En résumé, elles porteront sur des améliorations en terme de pollutions.

Commentaire CGT :

ENVIRONNEMENT

L'État va lancer des appels d'offres pour 50 000 véhicules électriques

L'État va lancer plusieurs appels d'offres pour l'achat de 50 000 véhicules électriques. Un mode de transport destiné aux administrations et à certaines entreprises privées.

Des appels d'offres seront lancés dès l'automne par l'État, qui devrait acquérir 5 000 véhicules électriques, mais aussi pour des partenaires publics et privés parmi lesquels La Poste, EDF, la SNCF, Veolia ou encore Vinci, et les collectivités territoriales. L'annonce en a été faite par le ministre de l'Industrie Christian Estrosi en visite au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de Grenoble.

Dans les cinq ans, l'État cherchera à rallier de nouveaux partenaires dans l'objectif de parvenir à l'achat de 100 000 véhicules. Le ministre a également annoncé que l'État participerait, à travers le Fonds stratégique d'investissement, au projet mené par Renault, le CEA et l'AESC (coentreprise entre Nissan et Nec) pour la construction d'une usine de fabrication de batteries à Flins (Yvelines) et celle d'un centre de recherche à Grenoble pour améliorer la technologie existante. Selon l'entourage du ministre, ce projet représente « un investissement d'un 1,5 milliard d'euros,



Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi au volant d'une voiture électrique au CEA de Grenoble. PHOTO AFP

dont près de 700 millions pour la première phase d'ici 2014 ».

Test grand public

Cette usine, qui se trouvera à côté d'un site Renault fabriquant des véhicules électriques, passera « d'une production de 50 000 batteries par an en 2011, à un potentiel de 250 000 batteries en 2015 ».

Enfin, l'État encouragera l'expérimentation du « véhicule décarboné » auprès du grand public à l'échelle d'une agglomération ou d'un département. Ce qui pourrait se traduire par exemple par une flotte de taxis électriques. À peine énoncé, le projet a vivement été critiqué par le Réseau sortir du nucléaire. L'association écologique estime que le remplacement des voitures actuelles par des voitures électriques « aboutira à un déplacement de pollution et ne sera en aucun cas une option écologique » puisqu'il sera nécessaire d'utiliser de l'électricité issue du nucléaire. ■

Nous regrettons une fois de plus que l'usine Renault Douai ne soit plus usine pilote, notamment au niveau des nouvelles technologies comme la voiture électrique. C'est d'autant plus gênant que l'état va lancer des appels d'offres pour 50 000 véhicules électriques destinés aux administrations. Le retard que nous prenons à ce niveau est très dangereux voire irresponsable pour le grand constructeur qu'est Renault.